

france

50 FRANCS

nouvelle

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

■
Directeur politique : François BILLOUX
membre du Bureau Politique député
No 683 — Du 27 nov. au 3 décembre 1958

BLOQUEZ VOS VOIX sur les **candidats communistes**

**et sur ceux qui
bénéficieront de
leur désistement**



Les communistes, organisateurs de l'union de toutes les énergies républicaines pour écarter le danger fasciste.

Le devoir de dire la vérité

par François BILLOUX.

LA France se trouve devant d'immenses dangers avec un régime autoritaire et une poussée réactionnaire. Beaucoup de Français et de Françaises ne mesurent pas encore toute l'étendue de la menace qui pèse sur notre pays. C'est ce qui aggrave encore cette menace.

Le Parti Communiste a le devoir de dire la vérité, même s'il n'est pas compris tout de suite. Il lui est déjà arrivé de se trouver dans une telle situation où une importante partie des masses populaires s'était laissé abuser.

LES plus âgés se souviennent et les jeunes doivent savoir ce qui s'est passé en septembre 1938.

Le gouvernement français venait de tenir à Munich une réunion avec Hitler, Mussolini et Chamberlain qui représentait la Grande-Bretagne. Il rentra en France sous les acclamations en annonçant qu'il venait de sauver la paix. Seul le Parti Communiste faisait figure de trouble-fête en se dressant contre la capitulation de Munich et en indiquant que ce serait la guerre.

Un an plus tard la deuxième guerre mondiale était déclenchée. A ce moment encore, le Parti Communiste Français indiquait que cette guerre ne serait pas menée contre Hitler et que la trahison était installée jusque dans l'état-major et au gouvernement. Le Parti Communiste fut dissous. Ses militants traqués et emprisonnés.

En juin 1940 ce fut la catastrophe et la débâcle.

Alors que tous les partis s'effondraient, seul le Parti Communiste Français fut capable, en juillet 1940, d'appeler sur le sol de la patrie le peuple français à organiser la résistance contre l'occupant et les traîtres et à préparer les combats de la Libération.

Il put le faire parce qu'il était resté ferme en 1938 et 1939 sur des positions allant contre le courant du moment.

LES anticommunistes s'en vont répétant, avec quelques variantes, la formule « Communistes, pas Français » et prétendent que les com-

munistes prennent leurs mots d'ordre à l'étranger. Mais d'où sort précisément ce cri de ralliement des anticommunistes ?

C'est un officier allemand qui l'a prononcé pour la première fois à Châteaubriant sur le cadavre d'un

communiste qu'il venait de faire fuir. Ainsi « Communiste, pas Français » est le mot d'ordre lancé en 1941 par un lieutenant hitlérien. C'est le mot d'ordre d'un fasciste.

Les démocrates qui n'ont pas voulu s'entendre avec les communistes peu-

vent voir où les a menés une telle attitude. Qu'ils comprennent que la lutte contre l'anticommunisme est aussi leur affaire !

LE Parti Communiste, en montrant que la racine des maux dont nous souffrons est dans le régime capitaliste lui-même, a appelé le 23 novembre les électeurs et les électrices à se prononcer dans l'immédiat pour un programme de justice sociale et de salut national.

Il reste le premier parti de France. Avec les quatre millions d'hommes et de femmes qui ont voté pour lui, et les jeunes qui n'ont pas le droit de voter, il demeure la grande chance de la France. Il sera l'organisateur de l'union de toutes les énergies républicaines pour écarter le danger fasciste.

L'existence de ce bloc solide de 4 millions est la constatation encourageante à faire dans ce moment difficile où nous vivons.

Une deuxième constatation est que les illusions qui ont conduit aux résultats du 28 septembre existent encore et ont permis les résultats du premier tour.

C'est vers le Parti Communiste que se tourneront les yeux au fur et à mesure que les illusions s'envoleront. Il en sera ainsi d'autant plus que les communistes travailleront ardemment et patiemment à les faire disparaître.

Les communistes s'y emploieront dès cette semaine. Ils feront voter massivement le 30 novembre pour les candidats communistes qui sont maintenus face aux candidats de la réaction et des candidats socialistes exécutants de la politique réactionnaire. Ils feront de même pour les candidats devant lesquels le Parti Communiste s'est désisté en raison de leur attitude d'opposition au régime autoritaire et aux entreprises de la réaction.

Ce deuxième tour sera ainsi une première étape vers le regroupement indispensable de toutes les forces républicaines.

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DÉCLARE :

AVEC près de 4 millions de voix, le Parti Communiste Français demeure le premier parti de France.

Cependant, une forte poussée réactionnaire et fasciste se manifeste. Le Parti Communiste Français apparaît comme la grande force d'opposition à la réaction et à la guerre. Il demeure le principal bastion de la démocratie.

L'anticommunisme des dirigeants socialistes a, une fois encore, joué contre les intérêts de la classe ouvrière, de la démocratie et de la France.

La tâche la plus importante, pour l'avenir immédiat, c'est d'unir toutes les forces ouvrières et républicaines pour faire barrage au danger fasciste.

Une majorité de réactionnaires et de fascistes liés à Soustelle, élus dans la métropole, renforcée par le groupe des ultras de Massu, ferait peser une lourde menace sur la politique française et aggraverait la misère en rejetant tout le poids de la guerre et de la crise sur les masses laborieuses.

— Pour les revendications des travailleurs, ouvriers, paysans, fonctionnaires, employés, artisans, petits commerçants, tous menacés par le grand capital ;

— Pour la paix en Algérie contre les ultras ;

— Pour la défense des libertés et de la république contre le fascisme,

il importe que tous les républicains, communistes, socialistes, radicaux, chrétiens, abstentionnistes d'hier, qui mesurent aujourd'hui le danger fasciste, rassemblent leurs forces et bloquent, au deuxième tour, leurs voix sur les candidats du Parti Communiste Français et sur ceux qui bénéficieront de leur désistement en raison de leur opposition au régime autoritaire et aux entreprises de la réaction.

LE BUREAU POLITIQUE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.
24 novembre 1958.

Dans ce numéro

Le premier parti de France
par Michel SCHUVER

Page 5

Qu'est-ce que l'U.N.R. ?
L'Union fasciste camouflée
par Jean-Paul KAYSER

Page 6

S.F.I.O. : La responsabilité écrasante du
Parti Socialiste
par René BENHAMOU

Page 8

La crise, cette véritable
hantise
par Alfred BICOCCHI

Page 8

Les libertés menacées
d'« arbitrage » et
d'arbitraire

Page 9

Algérie : Pour la paix
contre les ultras

par M. DARMONT

Page 11

Le second tour

par Jean MEUNIER

Page 12

Un piège du Capitalisme : les « relations
humaines »

par M. DUFRICHE

Page 14

Que signifie la réunification
du mouvement étudiant ?

par Claude KASTLER

Page 15

L'avenir de l'enseignement
technique

par Philippe RABIER
et Charles RAVAUX

Page 16

La nouvelle entrevue
De Gaulle-Adenauer :
Le désarmement et le
problème allemand

par Charles HAROCHE

Page 18

Les monopoles se dis-
tribuent le Marché
Commun

par M. HINCKER

Page 19

Corée ?
Le symbole même de
l'espoir

Un reportage
de Raymond LAVIGNE

Page 20

Théâtre :
Une critique de André
DOLLENS sur la pièce :
Sergent je vous aime

Page 21

Cinéma :
Les grandes familles
Une critique
de Marie PERROT

Page 22

La bataille du 2^e tour

FACE AUX RÉALITÉS DE DEMAIN

D E quoi demain sera-t-il fait ? Telle est la grande question que se posent la majorité des Français, à la veille du second tour de scrutin. Des échéances redoutables s'annoncent en cette fin d'année où tous les problèmes restent à résoudre, particulièrement ceux de la guerre d'Algérie, du chômage et de la situation économique, et les problèmes internationaux, de plus en plus compliqués.

ALGERIE : IL FAUDRA PRENDRE CONGE DES ILLUSIONS

Beaucoup dépend de la politique française à l'égard de l'Algérie et des autres pays de l'Afrique du Nord. Les résultats du référendum en Algérie ont prouvé les capacités de manœuvres politiques de l'armée, mais pas la conviction de la population musulmane.

Les élections prolongent la même escroquerie, mais elles auront pour effet d'incorporer au nouveau parlement 71 députés, masse de manœuvre pour le parti de Soustelle ou pour le parti de Pinay.

Ces deux partis, à quelques nuances secondaires près, considèrent qu'il n'y a pas d'autre politique que celle de l'intégration, alors qu'il faut choisir entre une présence possible, basée sur la paix et la coopération avec ceux contre lesquels on se bat, et une domination qui n'est plus de saison, à notre époque, marquée par l'essor des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants.

De Gaulle a des idées différentes, prétendent ceux qui se réclament de lui, tout en défendant au besoin des propositions sur lesquelles le général évite de se prononcer, maintenant l'équivoque dont profitent surtout ses amis, pourfendeurs du « système », mais avides d'être députés.

Pendant ce temps, la guerre se prolonge, plus meurtrière, et la solution n'apparaît pas à l'horizon immédiat. Il faudra donc prendre congé des illusions et se débarrasser du mythe du « miracle gaulliste ».

Certains croient embarrasser les communistes en leur demandant : « Si De Gaulle fait la paix en Algérie, quelle serait votre attitude ? ».

Eh bien ! la réponse des communistes, qui luttent pour la paix depuis quatre ans, serait d'applaudir des deux mains.

Mais, hélas ! il ne semble pas que le gouvernement De Gaulle et les partis politiques qui se réclament de lui, notamment les Indépendants et l'U.N.R. de Soustelle, sans compter la S.F.I.O. de Guy Mollet-Lacoste, envisagent autre chose qu'une impossible reddition du F.L.N., préalablement à toute négociation, laquelle devrait porter nécessairement sur le

ELECTIONS LEGISLATIVES 2 janvier 1956 (proportionnelle)			ELECTIONS LEGISLATIVES 23 novembre 1958 (arrondissements)		
Sièges	%	Voix	Voix	%	Sièges 1er tour
144	25,7 %	5.532.631	3.882.204	18,9 %	1
9	2 %	449.472	347.298	1,4 %	1
95	14,8 %	3.180.656	3.167.354	15,5 %	5
83	13,3 %	2.876.398	983.201	4,8 %	
73	11 %	2.374.221	716.869	3,5 %	3
22	4,42 %	948.854	1.858.380	9,1 %	7
99	14,32 %	3.086.414	520.408	2,5 %	1
55	13,3 %	2.864.745	647.919	3,2 %	
580			3.603.958	17,6 %	8
			2.815.176	13,7 %	13
			1.277.424	6,2 %	3
			669.518	3,3 %	

(1) Dont les progressistes en 1956
(2) Dont U.D.S.R. en 1956
(3) Républicains sociaux en 1956

(4) Sous diverses étiquettes en 1958
(5) Y compris poujadistes

ADMIRABLE leçon de démocratie ! Dès le premier tour apparaît l'ignominie d'un mode de scrutin sur mesure qui permet à l'« Aurore » de « prévoir » :

— Pour les communistes, 24 sièges (3.882.204 voix au premier tour) ;
— Pour l'U.N.R. 140 sièges (3.603.958 voix au premier tour).

Ainsi, dans cette proportion, pour ne s'en tenir qu'aux vœux de M. BOUSSAC :

1 élu communiste représentera plus de 160.000 électeurs tandis qu'il aura suffi de 25.000 électeurs pour porter au Parlement chacun des hommes de SOUSTELLE.

Sans s'en offusquer outre mesure, « Le Monde » reconnaît bien franchement que l'U.N.R. « peut même espérer acquérir plus de sièges que sa part de voix ne devrait normalement lui en valoir » ! Ce normalement ne

manque pas d'odeur, ne trouvez-vous pas ? Ainsi ces élections ne seraient pas normales ?

Pas du tout reconnaît encore « Le Monde ». En effet si avec 18,97 % des voix les communistes « pourraient prétendre avec la représentation proportionnelle à avoir autant de sièges (et même un peu plus) que l'U.N.R., le système électoral ne leur en laissera que fort peu ». On n'est pas plus franc.

Malgré cela le bloc des 3.882.204 Français qui ont maintenu leur confiance dans le Parti Communiste donne à réfléchir aux truqueurs. Ils savent que l'on ne peut impunément gouverner contre une fraction aussi importante de l'opinion française parmi laquelle la majorité est ouvrière.

Raison de plus pour les républicains de limiter au maximum les conséquences de l'escroquerie de la loi électorale en bloquant, dimanche, leurs voix sur les candidats du Parti Communiste Français et sur ceux qui bénéficieront de leur désistement.

cessez-le-feu et sur l'ensemble des problèmes politiques qui intéressent le futur statut de l'Algérie.

C'est donc une raison sérieuse de voter pour les communistes, au second tour de scrutin, afin que leur groupe puisse faire échec aux manœuvres d'atermoiements de la paix et faire entendre les exigences de notre peuple.

LA CRISE ECONOMIQUE : EFFETS MULTIPLES ET CONVERGENTS

On s'interroge sur son ampleur, sur sa durée. Sera-t-elle aggravée ou amortie par la politique économique et financière du nouveau gouvernement ?

Autant de questions que les travailleurs, réduits à 40 et 36 heures, et dont les salaires sont bloqués, alors que les prix grimpent, se posent, en espérant que le chômage ne s'étendra pas.

D'abord, d'où vient cette crise ? Commencée aux Etats-Unis, il y a deux ans, elle s'est étendue à l'Europe occidentale et à la France qui subit, en outre, les conséquences désastreuses de la guerre prolongée d'Algérie.

Si la crise économique a fait tache d'huile depuis un an dans notre pays, elle n'est pourtant devenue « visible » pour toute la population qu'au cours des derniers mois. C'est qu'un événement inattendu — le 13 mai d'Alger — est venu précipiter le ralentissement général. Les misères et les inquiétudes sont pour aujourd'hui et pour demain, puisque la diminution du pouvoir d'achat est devenue indéniabie et l'appauvrissement des pauvres plus grand, en même temps que l'enrichissement des riches. Les travailleurs réclament le retour aux 40 heures sans diminution de salaires et une véritable assurance-chômage, financée par le patronat et l'Etat capitaliste.

Pour que ces revendications puissent aboutir, pour que des mesures anticrise puissent être prises, non au détriment des travailleurs, mais des capitalistes, il faut voter au second tour pour les candidats du Parti Communiste.

Aujourd'hui, après dix années d'efforts et de production accrue, d'accumulation de profits énormes, on peut satisfaire cette revendication de toute la classe ouvrière, sans que pour cela les prix montent de nouveau.

Les réactionnaires qui siégeront au nouveau Parlement essaieront de taire les bénéfices scandaleux des trusts dont ils sont les porte-parole, et dont ils pratiquent la politique qui s'oppose au redressement économique et financier de la France, livrée à la concurrence du Marché commun, aux concentrations des monopoles, aux ententes entre cartels internationaux. Les communistes défendront pied à pied les intérêts des travailleurs, des petites gens menacés par le grand capital.

LA GRANDEUR DANS L'O.T.A.N. EST IMPOSSIBLE

Sur le plan international, les problèmes sont plus graves, parce que le gouvernement De Gaulle adopte des positions qui contredisent toutes ses affirmations sur la grandeur nationale et la sauvegarde de l'indépendance.

Il se « confine », selon son expression, dans l'alliance atlantique dont la stratégie agressive commande largement la diplomatie française. Cette stratégie exige également de grands sacrifices pour une armée dont la majorité des effectifs se trouve hors d'Europe.

Cette stratégie exigera, de-

main, l'installation en territoire français de rampes de lancement pour les fusées atomiques. Les Américains fournissent le matériel mais gardent les clés.

Le gouvernement De Gaulle fait bloc avec l'Allemagne occidentale qui réclame un équipement atomique pour son armée, et qui entend assurer l'hégémonie de l'impérialisme allemand sur l'Europe occidentale.

Il s'est rallié aux partisans de la « Petite Europe » qui aggrave la politique des blocs et la tension en Europe.

Des commentateurs officiels avaient laissé entendre que De Gaulle reconnaîtrait la Chine, élargirait les accords avec les pays de l'Est.

Ces perspectives ne se sont pas réalisées depuis six mois qu'il exerce le pouvoir absolu.

A la veille du second tour, il a renoué avec l'Allemagne occidentale des liens de solidarité tels que l'avenir de la France se trouve engagé unilatéralement et sera soumis aux fluctuations de la diplomatie ouest-allemande qui poursuit des objectifs internationaux personnels et dangereux pour la sécurité française et la paix.

Voilà des raisons supplémentaires de voter communiste au second tour du scrutin, afin que tous ceux qui voudraient voir la France s'orienter vers l'arrêt de la remilitarisation de l'Allemagne et la détente internationale, soient assurés de trouver des porte-parole conséquents, des partisans convaincus de la coexistence pacifique, seul gage de la véritable grandeur française.

Les promesses électorales des hommes du grand capital financier et industriel et des réactionnaires fascistes — jamais tenues et contradictoires — n'auront pas l'effet magique de faire disparaître les graves préoccupations de notre pays.

Seul, le Parti Communiste Français présente à la ratification de ses électeurs un programme constructif offrant des solutions immédiates et qui peuvent rallier même ceux qui ne partagent pas tous ses points de vue, mais qui sont soucieux de voir se réaliser une nouvelle orientation de la politique française, dans le sens du redressement économique du pays, de la défense des intérêts populaires et de la sauvegarde de la paix avec tous les peuples.

Ch. H.



ELECTIONS LEGISLATIVES
2 janvier 1956 (proportionnelle)

Sièges	%	Voix
144	25,7 %	5.532.631
9	2 %	449.472
95	14,8 %	3.180.656
83	13,3 %	2.876.398
73	11 %	2.374.221
22	4,42 %	948.854
99	14,32 %	3.086.414
55	13,3 %	2.864.745

RESULTATS

ELECTIONS LEGISLATIVES
23 novembre 1958 (arrondissements)

	Voix	%	Sièges 1er tour
Communistes	3.882.204	18,9 %	1
Divers gauche (1)	347.298	1,4 %	1
S. F. I. O.	3.167.354	15,5 %	5
Radical - socialiste	983.201	4,8 %	
Centre et Centre gauche (2)	716.869	3,5 %	3
M. R. P.	1.858.380	9,1 %	7
Démocratie chrétienne	520.408	2,5 %	1
Gauche dém. et Centre républ. ...	647.919	3,2 %	
U. N. R. (3)	3.603.958	17,6 %	8
Centre National Indépendant (4) .	2.815.176	13,7 %	13
Divers droite (5)	1.277.424	6,2 %	3
Extrême droite	669.518	3,3 %	

580

(1) Dont les progressistes en 1956

(2) Dont U.D.S.R. en 1956

(3) Républicains sociaux en 1956

(4) Sous diverses étiquettes en 1958

(5) Y compris poufadistes

PREMIER PARTI DE FRANCE

par Michel SCHUWER.

UN danger est d'autant plus grave qu'on le discerne moins bien. C'est pourquoi il importe beaucoup, pour le second tour des élections, de montrer le danger de la poussée réactionnaire et fasciste actuelle à tous ceux qui l'ont ignorée lors du premier tour, ou qui la sous-estiment encore.

La propagande officielle de Soustelle, au contraire, fait tout pour endormir la vigilance des électeurs, pour cacher le loup fasciste sous le manteau du berger gaulliste, et pour camoufler, sous des guirlandes tricolores, le complot monté depuis Alger contre la démocratie.

Cette propagande s'efforce aussi — et c'est un autre grave danger — d'effacer le fait que le premier parti de France c'est le Parti Communiste Français, qui vient de recueillir près de quatre millions de voix.

Il l'est et il le demeure en dépit d'une situation objective difficile. Alors que tant d'autres opposants à l'aventure actuelle se sont effondrés, qui prétendaient lutter en refusant l'alliance avec le Parti Communiste, celui-ci demeure, de toutes les formations politiques existantes, celle à qui le plus grand nombre de Français continuent à affirmer leur confiance.

A la vague nationaliste et fascisante, beaucoup d'autres dirigeants politiques de gauche et du parti socialiste se sont abandonnés avec un soulagement qui ne songeait pas à se dissimuler. Par contre, le Parti Communiste apparaît, face à ce courant, comme la grande force d'opposition à la réaction et à la guerre. Il demeure le principal bastion de la démocratie. Cela personne ne peut l'empêcher aujourd'hui et ne pourra l'effacer demain.

Les forces de régression sociale peuvent faire illusion un moment, marquer des points, gagner des voix. Cela s'est déjà vu à diverses reprises dans l'histoire, avant et après la dernière guerre. L'expérience montre cependant que jamais elles ne peuvent tenir les promesses qui leur ont gagné l'oreille d'une partie du peuple. Et que, les illusions dissipées, c'est toujours autour de la classe ouvrière unie, grâce à la participation active des communistes, que se font tous les grands pas en avant. Il n'en sera pas autrement cette fois encore, parce que le Parti Communiste Français est le parti de la classe ouvrière.

Celle-ci peut n'être plus guère représentée à l'Assemblée nationale, mais elle demeure la principale force vivante dans la nation. Ses élus, même moins nombreux, pèsent d'un grand poids car l'action des communistes, limitée au Parlement, continue cependant à réunir sur son programme un nombre de suffrages plus grand que les partis réactionnaires qui crient si fort à son écrasement. Et cette action des communistes continue à s'exercer de toute façon dans la masse du peuple.

Après tout, « l'Aurore » a beau jeu dans ses pronostics à la veille du second tour de prédire généreusement 24 sièges de député pour le Parti Communiste et 140 pour l'U.N.R. Elle ne fait que souligner que si la démocratie, revue et corrigée par Debré, Soustelle et Guy Mollet, était autre chose qu'un leurre et les « élections libres » autre chose qu'une duperie, c'est 150 députés communistes, et non 24, qui devraient siéger dans la pro-

chaine assemblée, puisque l'U.N.R., avec 280.000 voix de moins que le Parti Communiste, s'en voit prédire 140 !

ON illustre mieux ce que représente le parti de la classe ouvrière si l'on analyse la nature de classe de l'actuelle poussée réactionnaire et fasciste. Celle-ci n'est pas homogène, loin de là ! et il est important pour l'action d'en tenir compte.

En effet, il y a d'abord la **poussée réactionnaire** du grand capital financier, qui fixe les yeux sur les pétroles du Sahara et vise à la concentration et à la centralisation de ses groupes financiers et industriels en France.

commercial et agricole, de même que dans diverses couches parasitaires de courtiers, intermédiaires, etc. Ces courants s'étaient déjà manifestés aux élections de 1956 avec la poussée du poujadisme, puissante à l'époque. Ils traduisent la rébellion de ces couches sociales moyennes qui sont menacées de ruine et de disparition par les ambitions du grand capital et par la fiscalité d'Etat au service des monopoles. Elles tendent au fascisme car, au lieu de s'en prendre au grand capital qui les ruine, elles se retournent contre la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs.

Mais l'aspect nouveau et dangereux de cette poussée fasciste actuellement, en 1958, c'est qu'elle s'efforce de prendre la tête du mécontentement

Il est d'autant plus dangereux que, sous son étiquette « novatrice », c'est un mouvement rétrograde et sans issue, inspiré par des intérêts économiquement dépassés et rêvant d'imposer par les pires atteintes à la démocratie le retour à un passé irrémédiablement condamné.

C'est en ce sens qu'il a trouvé un **allié puissant dans les colonialistes d'Algérie**, de leur côté menacés dans leurs privilèges par le mouvement de libération nationale du peuple algérien. Les dirigeants communs du 13 mai à Alger et du « renouveau » en France se sont appuyés sur la force armée par l'intermédiaire des cadres de l'armée d'Algérie. Ils se servent aussi de la virulence de leur nationalisme chauvin et de leurs imprécations contre la « faillite du système » dans lesquelles ils tentent d'identifier et de confondre leurs intérêts privilégiés de colonialistes ou de petits et moyens patrons menacés de ruine, avec le mécontentement légitime des masses populaires françaises contre la désastreuse politique du grand, du moyen et du petit capitalisme français.

C'est la conjonction de ces forces sociales qui peut faire naître le fascisme en France.

Une telle analyse souligne les **ECRASANTES RESPONSABILITES DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.** qui, par son anticommunisme, a divisé la classe ouvrière et les forces de gauche. Guy Mollet, en fomentant une vague de nationalisme chauvin en Algérie avec Lacoste, et puis avec l'aventure de Suez, a aplani la voie du fascisme dans les couches petites bourgeoises social-démocrates au lieu de les préparer à la lutte antifasciste pour la République et la démocratie.

Il ne serait pas juste de ne pas souligner, par contre, que le climat politique international n'est pas favorable à un succès fasciste en France. Les raisons en sont la force et les progrès du camp socialiste, l'irrésistible mouvement de libération nationale des peuples, à commencer par l'Algérie. Il faudrait citer encore les craintes américaines à propos d'une politique extérieure d'aventures de la France qui ne cadreraient pas avec la politique américaine. On ne peut oublier qu'il existe aussi des divergences au sein même de la bourgeoisie française entre le grand capital financier, qui préférerait des investissements en vue du Marché commun, et les autres couches capitalistes françaises, qui tendent à des aventures qui sont, telle la guerre d'Algérie, moins rentables pour les monopoles, et même dangereuses dans la mesure où elles peuvent aboutir pour eux à la perte du Sahara.

Ainsi l'analyse de ce que contient la poussée réactionnaire et fasciste révélée par le référendum et le premier tour des élections confirme que seul le Parti Communiste, parce qu'il est le parti de la classe ouvrière et défend les intérêts de la nation, apporte des solutions aux graves questions posées à notre peuple. Ces solutions sont inscrites dans son programme. Elles finiront par s'imposer grâce à son action quotidienne.

C'est l'intérêt de tous les Français, communistes ou non, conscients des dangers actuels, de lui apporter leurs voix aux élections de dimanche prochain afin de renforcer l'opposition à la politique pleine de dangers qui menace.

LE PROGRAMME du Parti Communiste Français

RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la militarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Le 22 octobre 1958

Aux prises avec la crise générale du capitalisme et avec une crise cyclique montante, il lui faut, pour survivre et se développer, exploiter davantage la classe ouvrière, éliminer beaucoup de moyennes et petites entreprises. C'est l'avantage que, au milieu de beaucoup de risques graves pour lui, il attend du Marché commun.

La poussée réactionnaire du grand capital financier se traduit par le maintien des positions de la droite classique, et par exemple des indépendants aux élections de dimanche dernier.

Il y a, de plus, la **poussée fasciste** qui se reflète dans les couches moyennes et petites du patronat industriel,

d'éléments populaires (tels que des jeunes rentrés d'Algérie, des petites gens qui n'arrivent plus à vivre comme avant, certains ouvriers influencés par le patronat, etc.) Ces éléments populaires sont révoltés contre l'anarchie du régime capitaliste, mais leur révolte s'égare sans perspective.

Ils sont venus grossir le nombre de voix obtenues par l'U.N.R. gaulliste de Soustelle. C'est ce qui explique que ce dernier refuse avec énergie de se laisser classer « à droite ». Ce mouvement fasciste, sous la bannière ambiguë du gaullisme, s'efforce de canaliser la « volonté de changement » en France. Elle y a réussi le 28 septembre et, de nouveau, au premier tour des élections actuelles.

Qu'est-ce que l'U.N.R. ?

Union fasciste camouflée

Ler OCTOBRE 1958. Décor : le bureau de M. le ministre de l'Information du gouvernement De Gaulle. Personnages : Jacques Soustelle, Chaban-Delmas, Frey, Delbecq, Michelet, etc. Vieux compères dans l'œuvre de saper les institutions républicaines. Sujet : la Constitution d'une nouvelle formation en vue des élections et de ses suites.

Parti nouveau ?

C'est ainsi qu'est née l'U.N.R. Ces initiateurs proviennent de mouvements politiques gaullistes d'avant et d'après le 13 mai comme l'U.S.R.A.F., les Républicains sociaux et le R.P.F., la Convention républicaine et le Comité d'information pour l'Algérie et le Sahara.

Parti nouveau ? Non ! C'est, pour l'instant, un conglomerat d'anciennes et de nouvelles formations qui ont préféré aux appellations « Front uni gaulliste » ou « Mouvement unifié gaulliste » celle plus équivoque d'« Union pour la Nouvelle République ».

Et les résultats sont là, le succès de Soustelle aux élections de dimanche montre combien il est arrivé à tromper l'opinion publique sur les intentions de l'organisation qu'il dirige.

Pourquoi ?

Analysant la situation créée en France depuis le 13 mai, Soustelle et les autres dirigeants de l'U.N.R., dissimulant quelques-uns des traits les plus caractéristiques des mouvements fascistes dont ils se vantaient avant l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, ont su se placer dans le courant de l'opinion publique favorable à l'expérience De Gaulle pour un changement de politique.

La confiance placée en De Gaulle a été adroitement drainée vers eux. Ils se sont faits les plus actifs propagandistes du « oui » au référendum disposant en cela de l'atout majeur de l'Information. Et pour cause...

Dans la campagne électorale, prenant à bras-le-corps cette partie oscillante et influencable de la population, ils sont apparus comme le parti du véritable changement, se réclamant de De Gaulle, sous-entendant qu'officieusement les candidats U.N.R. avaient l'investiture du général. Et tout cela alors que De Gaulle déclarait qu'arbitre au-dessus des partis, il ne donnerait son investiture à personne.

Reprenant d'ailleurs les mêmes thèmes d'arbitrage, l'U.N.R. toujours dans le but de tromper, continue aujourd'hui sa campagne sur l'idée qu'il se trouverait au centre de l'Assemblée et qu'il serait le régulateur dans le nouveau Parlement.

Raisons d'un succès

« Nous sommes le Parti de De Gaulle, disent-ils, votez pour nos candidats. »

Leur démagogie a eu du répondant : 3.600.000 électeurs leur ont accordé leurs suffrages.

Parmi eux, les anciens électeurs poujadistes, sans doute, une partie des classes moyennes des villes et des campagnes qui ont durement été frappées par la politique antinationale pratiquée depuis 1947 contre les communistes.

Parmi eux aussi des électeurs radicaux, cette masse oscillante qui avait penché à gauche en 1956 se rattacha aujourd'hui à l'U.N.R.

Mais de la classe ouvrière aussi, contre ses propres intérêts, des voix se sont portées sur le Parti de Soustelle, ensorcelées par sa démagogie. Ecœurés d'avoir voté à gauche pour rien en janvier 1956 et voulant le changement de toute cette politique dont ils font les frais depuis tant d'années, ils se sont tournés vers ce qu'ils croient être le « nouveau ». Grandes sont les illusions et les espérances, grandes seront les déceptions !

y a quelques temps. Cependant, une volonté et combien importante est-elle, unit leurs préoccupations : réaliser le maximum de profits sur le dos de la classe ouvrière et faire payer les frais de leur politique égoïste au peuple, en s'attaquant à toutes les conquêtes sociales de 1936 et du lendemain de la Libération.

Mais n'attendons pas du ministre de l'Information qu'il fasse preuve d'objectivité et qu'il donne à la presse,

Le loup devenu berger

Réaction sociale, nationalisme, chauvinisme, colonialisme : voilà l'U.N.R.

Elle ne s'étale pas encore au grand jour. Il faut gagner totalement la bataille et pour cela le loup est devenu berger. Sous ce titre, Maurice Duverger, dans *Le Monde*, écrivait il y a quelques temps :

« L'Union pour la Nouvelle République n'est pas seulement une réédition, revue et corrigée du R.P.F., elle est aussi un moyen de camoufler désormais l'action de M. Jacques Soustelle et de ses amis. Elle a essentiellement pour but de leur permettre de franchir une nouvelle étape sur la voie décisive, celle qui ouvre les dernières portes du pouvoir. M. Soustelle sait très bien qu'un mouvement ouvertement fasciste n'a aucune chance de réussir en France... Il sait très bien que si lui et son équipe, affrontent le combat à visage découvert ils seront écrasés. Alors le loup s'est fait berger. »

Union fasciste camouflée, voilà la définition actuelle de l'U.N.R.

Mais grisé par le succès, le camouflage commence à se déchirer. Tout le monde prévoit dans la future Assemblée, l'Union parlementaire de l'U.N.R. en France avec ses Soustelle, Delbecq, Neuwirth... et les 71 députés d'Algérie qui seront dimanche les élus de Massu et de Salan.

La montée du fascisme

On présente encore aujourd'hui l'U.N.R. comme un parti centriste pour ne pas effrayer l'opinion. En sera-t-il encore de même dans quelques temps ?

L'U.N.R. continue à se présenter comme arbitre au-dessus des partis. Elle les surveillera mieux et le péril du Parti unique fasciste se développera.

« Soustelle est le maître de la France » s'accorde à écrire la presse italienne. C'est sans doute aller vite en besogne. Mais les faits sont là !

La base de masse que recherchait en France depuis le 13 mai, les comploteurs d'Algérie leur est acquise. Le danger est là. Il est grave.

Alger se réjouit : « Le sursaut du 13 mai a été approuvé massivement par la métropole ».

Le résultat des élections c'est le soutien de la politique des parachutistes. C'est la guerre à outrance. C'est la victoire de Massu et de Soustelle.

Heureusement pour le peuple, plus de 3.800.000 hommes et femmes ont fait confiance à notre Parti, sans quoi le fascisme dans toute son horreur aurait la voie entièrement ouverte.

Le devoir des républicains au deuxième tour de dimanche, c'est de consolider l'obstacle à l'avènement au fascisme en bloquant leurs voix « sur les candidats communistes et sur ceux qui bénéficieront de leur désistement en raison de leur opposition au régime autoritaire et aux entreprises de la réaction ».

J.-P. KAYSER.



C'était le 13 mai à Alger. Aujourd'hui ils votent U.N.R.

Ils ont ainsi accordé leurs suffrages, leur confiance aux éléments fascistes qui dirigent l'U.N.R.

Bien sûr, ces électeurs ne le sont pas pour autant, et dans certains cas les candidats eux-mêmes ne le sont pas plus.

Mais aujourd'hui, ils sont dans leurs mains. L'U.N.R. a la force que lui donne 17,6 % des suffrages exprimés le 23 novembre.

Quels intérêts représente l'U.N.R. ?

Et pourtant est-ce que les intérêts profonds, économiques que défend l'U.N.R. et qu'ils défendent correspondent à ceux de ces électeurs qu'il a trompés ?

Dans l'ensemble, l'U.N.R. est le reflet des intérêts de la bourgeoisie non monopoliste et celles des colonialistes.

Ce que la « nouvelle » formation veut faire triompher n'est pas autre chose.

Mais quel fossé entre leurs préoccupations et celles du peuple ! On le voit notamment dans la volonté maintes fois exprimée de poursuivre la guerre d'Algérie, la pacification jusqu'à l'intégration complète. On le voit aussi dans leur politique économique qui est celle illustrée par un homme très nouveau : Pinay. Candidat du Centre National des Indépendants, il n'avait pas la concurrence de l'U.N.R. dans sa circonscription. Soustelle lui fait confiance pour poursuivre sa tâche qui n'est, certes pas entièrement la même que celle d'un René Mayer représentant du grand capital financier et dont il avait été question comme grand argentier, il

à la radio et à la télévision un communiqué révélant sa véritable politique !

Pas de programme

Sa politique, il ne la dévoile pas. Nombreux sont les dirigeants de l'U.N.R. qui ont avancé quelques idées pour faire un « programme » d'élection. Tout ceci est resté très, très vague.

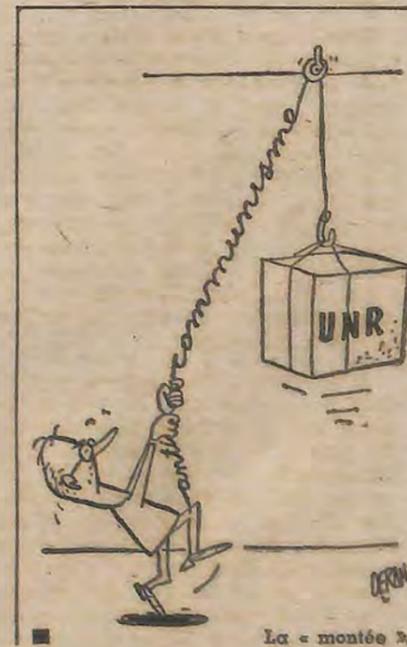
Roger FREY, secrétaire général de l'U.N.R. écrivait dans *Le Monde* du 21 novembre :

« Notre action... soutenir dans le pays et au Parlement, l'œuvre entreprise par le chef du gouvernement, car les grandes réformes de structure, la profonde révolution des esprits et des mœurs que nous souhaitons restent à faire. »

Un seul point est précis : abattre le communisme grâce à l'article 4 de la Constitution et s'attaquer à toutes les libertés.

Soustelle ne disait-il pas qu'il fallait doter la France d'une administration dépolitisée ? On sait ce qu'il en est de cette dépolitisation. C'est le remplacement de fonctionnaires par d'autres, mais tous dévoués au maître comme on l'a vu avec stupeur depuis que Soustelle est à l'Information.

Absence de programme, absence de solution à tous les problèmes qui se posent à notre pays : les choses sont telles que *Combat* écrit : « Sa chance (à l'U.N.R.) d'obtenir la primauté, l'autorise plus malaisément à ne pas divulguer son programme ».



La « montée ».

LA BATAILLE N'EST PAS TERMINÉE

DES le lendemain du premier tour de scrutin, les militants communistes se réunissaient dans leurs sections pour procéder à une première analyse des résultats électoraux et pour établir leur plan de travail en vue du second tour.

Sur notre cliché, une partie de la foule attentive des militants communistes de Saint-Denis fiers à juste titre d'avoir remporté la victoire marquée par l'élection de Fernand Grenier dès le premier tour. Mais pour eux aussi la bataille n'est pas terminée. Avec la direction de leur Fédération, ils examinent l'aide qu'ils pourront apporter aux autres localités de leur région.

Au cours de la bataille électorale, la section communiste de Saint-Denis a ouvert ses rangs à 35 nouveaux combattants et ce dans les dix derniers jours de la campagne. Le soir même, lors de la proclamation des résultats à l'hôtel de ville, devant une assistance nombreuse et ardente, six hommes et femmes remplissaient des bulletins d'adhésion de fortune. Quelques instants auparavant, dans chaque section de vote, les résultats avaient été proclamés et un appel lancé à souscrire pour payer les frais de la campagne électorale. 68.500 francs furent ainsi recueillis.



radiotélévision

SOUSTELLE :

Servi par soi-même...

DEPUIS juin dernier, les émissions dites « d'information » de la R.T.F. ne sont plus que des émissions de propagande en faveur de l'équipe au pouvoir.

Fidèle à cette ligne, la radio française a consacré tous ses « comptes rendus » des élections dimanche dernier à préparer le deuxième tour au mieux des intérêts gaullistes.

Retenue à mon bureau de vote assez tard, je n'ai pris l'écoute qu'à 20 h. 30 sur France II (relayé toutes les heures par France I) mais je l'ai gardée jusqu'à deux heures du matin, ce qui m'a permis de faire tout de même quelques constatations édi-

fiantes sur l'honnêteté de ces informations.

TOUT d'abord, je n'ai entendu citer aucune fois par les postes français — alors que les postes périphériques l'avaient annoncé assez tôt — l'élection de Fernand Grenier, seul député pourtant à être élu dans la Seine au premier tour.

On a donné à plusieurs reprises la liste des élus. On savait que dans la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, le Morbihan, la Vendée, la Lozère, etc., un tel, puis un tel passaient au premier tour mais on ignorait délibérément à la R.T.F. qu'à quelques kilomètres de là, à Saint-Denis, la

Seine avait choisi son premier député... On a encore cité dix fois et plus l'élection de Soustelle et autres, mais toujours pas celle de Grenier.

Vers minuit, le ministre de l'Intérieur donnait dans une conférence de presse le nombre d'élus par parti : 2 S.F.I.O., 2 Centre gauche, 1 Gauche démocratique, etc... mais l'élu communiste n'y figurait toujours pas.

EST-CE un hasard ? Que non pas ! La tactique officielle à la radio consistait à monter en épingle les succès de l'U.N.R. et à donner aux auditeurs l'impression d'un écrasement total du Parti Communiste Français.

La méthode du « choc psychologique » chère à Malraux a été employée à cent pour cent, sous toutes les formes.

Par exemple, pour un candidat qui réunissait le plus grand nombre de voix, dans sa circonscription, on disait « arrive en tête » s'il s'agissait d'un U.N.R. et plus discrètement (à part quelques rares exceptions) « en ballottage » lorsqu'il était question d'un communiste.

Il y avait aussi la formule : « Le Parti Communiste n'a seulement que tant de voix » qui s'opposait à celle-ci employée lorsque c'était un gaulliste qui se trouvait en mauvaise position : « Ballottage contre M. Untel qui a obtenu tant de voix ».

On citait des résultats de petites localités votant traditionnellement à droite pour faire ressortir la différence entre les voix obtenues par l'U.N.R. ou les « indépendants » et celles du Parti Communiste. Mais on se gardait bien de citer les chiffres des villes ouvrières, ceux de Saint-Ouen par exemple où

j'avais assisté au dépouillement et où j'avais vu Etienne Fajon emporter la majorité absolue.

On précisait ailleurs : « Le Parti Communiste arrive en dernière position derrière l'U.N.R., le M.R.P. et la S.F.I.O. », mais je n'ai jamais entendu dire : « L'U.N.R. ou le M.R.P. ou la S.F.I.O. arrive derrière le Parti Communiste. » Pourtant, il n'est que de regarder les résultats pour voir qu'il y avait des cas de cette sorte, et nombreux.

De la même façon la radio exultait littéralement en relatant l'échec de Mendès-France, insistait sur les difficultés de Mitterrand, etc.

POUR corser les choses, des commentaires nombreux venaient couper cette énumération de résultats triés sur le volet.

Soustelle a parlé notamment pour évoquer le pourcentage obtenu par lui à Lyon et pour affirmer « une chute massive » des suffrages du Parti Communiste Français. Du ministère de l'Intérieur on a entendu un reporter dire son émerveillement des résultats publiés et exalter « l'esprit civique » qui avait conduit à cette victoire.

Vers minuit, on claironnait que « la S.F.I.O. pour la première fois dépasse le Parti Communiste ».

L'opération de grande envergure menée pour enrainer dès dimanche soir dans la tête des électeurs l'idée d'un effondrement du Parti communiste était menée de pair avec une autre tout aussi importante pour les desseins soustelliens en vue du deuxième tour. Il s'agissait de présenter l'U.N.R. (en faisant mousser ses résultats) comme un parti de « modérés » et de le différencier du R.P.F. « La gam-

me des candidats U.N.R. est plus nuancée que ne l'était celle du R.P.F., plus libérale ».

« C'est un nouveau parti et qui a recruté dans des secteurs modérés ». « L'U.N.R. n'est pas de gauche mais peut-on le dire de droite ? » etc.

Les « sages » qui d'heure en heure étaient chargés de commenter les résultats entonnant le même refrain :

« Le fait capital c'est le grand succès de l'U.N.R. qui a groupé des voix du secteur modéré et d'autres secteurs ». « Parmi les battus, il y a beaucoup de personnalités de la IV^e République... C'est le succès du neuf... »

Et puis encore : « Le grand gagnant est l'U.N.R., parti qui se présente pour la première fois, parti modéré. »

CES paroles rassurantes étaient destinées à tromper, à rassurer, à essayer de gagner au deuxième tour les voix nécessaires au succès des gaullistes. Mais la réalité, on la connaît : l'U.N.R. c'est Soustelle et ses hommes, les hommes du complot antirépublicain, les factieux du 13 mai, la droite la plus réactionnaire et fascisante qui travaille de concert avec tous les chevaux de retour du « système » que l'U.N.R. prétendait dénoncer.

S'il était encore besoin de le démontrer, l'émission de lundi soir à la Télévision a apporté un élément de poids.

Dans une émission dirigée par Jacques Donnnot, les correspondants de la R.T.F. à l'étranger donnaient leurs impressions des différents pays où ils résident (U.S.A.,

Monne PRIGENT.

suite page 8



S.F.I.O.

Dans les faubourgs d'Arras, quelques jours avant le scrutin, Guy Mollet se félicitait chaudement, d'avoir concouru à la venue de De Gaulle au pouvoir : « Si je l'ai engagé, disait-il, à prendre le pouvoir et à nous sauver des aventures d'une révolution, c'est parce que je savais qu'il n'avait pas l'âme d'un dictateur. » Neuf années plus tôt, Guy Mollet tenait un autre langage lorsqu'il énonçait cette sentence : « De Gaulle est condamné à devenir dictateur » !

En veine de confidences Guy Mollet déclarait le même soir : « Je suis certain que la V^e République ne sera pas totalitaire ». Mais cette V^e République sera-t-elle vraiment ? Les résultats du scrutin permettent d'en douter si fortement que Guy Mollet se refusa à toute déclaration à mesure qu'il était informé du dépouillement dans chacune des 465 circonscriptions.

D'après le journal « Le Monde » du 25 novembre, le secrétaire général de la S.F.I.O. « s'est borné à déclarer que si la Chambre devait être modérée, le Parti Socialiste ferait probablement partie d'une opposition, mais d'une opposition constructive. »

GAULLISTE CONSEQUENT

Du propos que nous rapportons plus haut il ressort clairement, de la bouche même de l'intéressé, que Guy Mollet n'a pas subi la venue de De Gaulle au pouvoir mais qu'il en fut l'instigateur, l'engagea « à le prendre ». C'est la première fois que Guy Mollet lâche un tel aveu. Plus question de crainte, d'angoisse, de doute, de drame de conscience comme il en jouait la comédie devant le 50^e congrès socialiste en septembre dernier ; aujourd'hui — plus exactement avant le scrutin — Guy Mollet revendique la paternité du gouvernement De Gaulle.

Deux raisons le poussaient à adopter une telle attitude. La première visait à rassembler le plus grand nombre de voix gaullistes sur les candidats de la S.F.I.O. La seconde, et dans le même esprit, préparait les regroupements, les alliances immorales du second tour. En effet, qui peut se prétendre gaulliste plus conséquent sinon orthodoxe que celui qui plaça sur les fonts baptismaux le ministre actuel ? Guy Mollet dit aux gaullistes de fraîche date : « Vous, vous parlez, moi, j'agis, j'ai déjà agi ».

On verra plus loin qu'à propos des alliances du second tour, Guy Mollet a aussi tendu la perche aux évêques probablement moins idiots que ces instituteurs attardés qui s'accrochent à des idées aussi périmées que « l'instituteur à l'école, le curé à l'église ».

Le parti socialiste S.F.I.O. a recueilli au premier tour de scrutin 3.167.354 suffrages, ce qui le classe au troisième rang des partis politiques en France, et ce, derrière l'U.N.R., à 440.000 voix et plus loin encore derrière le Parti communiste Français, 715.000 voix.

Le pourcentage des voix recueillies par la S.F.I.O. atteint 15,5 %. En janvier 1956 il était de 15 % soit, en pourcentage, le gain de 0,5 %. Le Parti socialiste n'a pas retrouvé ses suffrages de janvier 1956. Il s'en faut de 13.000 voix.

LA PLACE D'HONNEUR

Quels enseignements tire le Parti Socialiste du premier tour de scrutin ? « Le Populaire » — nécessité fait loi — est plus disert que le secrétaire de la S.F.I.O.

Le lendemain du scrutin, Claude Fuzier écrivait un peu tôt, sûr de son fait, dans l'organe central du Parti socialiste : « Au fur et à mesure que tombaient dans la nuit de nouveaux résultats, l'ampleur de la progression socialiste s'accroissait ». Fuzier prenait ses désirs pour la réalité.

Bien qu'il reconnaisse cependant dans le même article que : « L'Union pour la Nouvelle République remporte une victoire incontestable », Claude Fuzier n'écrit pas moins : « Les grandes forces de l'Assemblée future devaient être d'après les pronostics officiels, le parti socialiste et le Centre National des Indépendants. Cela sera vrai pour notre parti mais cela ne sera sans doute pas pour les amis de M. Pinay qui devront laisser à l'U.N.R. la place d'honneur à droite. »

Et il ajoute : « Il dépendra donc de la politique que suivra cette organisation et de l'influence qu'aura sur elle le pré-

sident du Conseil, demain à peu près à coup sûr Président de la République, que la V^e République s'oriente vers les solutions modérées ou vers l'aventure réactionnaire. »

En tenant pour valable l'alternative de Claude Fuzier on peut déjà répondre que Guy Mollet a fait le choix de « l'opposition ». Constructive, s'entend, car il semble bien que, Soustelle, Debré ou Pinay, président du Conseil, que De Gaulle aient encore besoin des services de Guy Mollet.

Si même cette « opposition » de Guy Mollet, toute de façade, sera l'opposition de Sa Majesté, il reste que le leader de la S.F.I.O. n'envisage pas de participer à la future majorité. De gaieté de cœur ? Non, mais tout simplement parce que celle-ci risque de devenir trop visiblement réactionnaire, l'expérience aidant. Une cure d'opposition apparaît donc nécessaire. Du même coup, Guy Mollet

Chambre — que René Naegelen dans « Le Populaire » de mardi 25 novembre à l'audace d'appeler « introuvable » — majoritaire à gauche va préluder au coup de force du 13 mai parce que Guy Mollet aura refusé de gouverner avec l'appui des 150 parlementaires communistes. Sans même parler de leur participation ministérielle, quelle stabilité, quelle force, quelle sûreté dans la conduite des affaires du pays la forte majorité de gauche du 2 janvier 1956, permettait d'augurer.

En vérité, c'est un rôle de leader, idéologique de la grande bourgeoisie qu'ont joué Guy Mollet et les dirigeants du parti socialiste. Ou bien ils inventaient les thèmes nouveaux de l'anticommunisme, ou bien ils actualisaient les vieilles rengaines.

Jusques et y compris l'insulte. Guy Mollet ne parle pas autrement des com-

calcula le Prince de Béarn, futur marquis de la poule au pot qui accéda de la sorte au trône royal : un strapon-tin suffit au second.

LA CHANCE VERITABLE DE LA GAUCHE

Cette confusion-ci s'ajoute à celle-là qui veut que tout en prétendant combattre Soustelle, Guy Mollet siège à ses côtés dans le même gouvernement et qu'ils y font bon ménage.

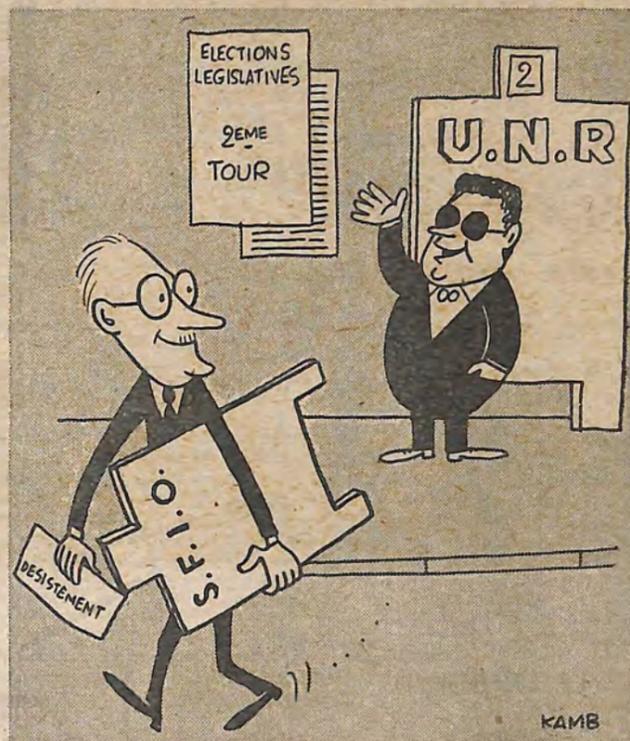
Et pourtant le ministre de l'Information constitua son parti fasciste, l'U.N.R. dans les locaux du ministère. L'attitude de Guy Mollet pouvait-elle aider les citoyens de ce pays à mesurer à sa juste valeur le danger fasciste incarné par Soustelle et ses amis ?

La tâche la plus importante, pour l'avenir immédiat, comme le déclare le Bureau politique du Parti Communiste, n'est-elle pas d'unir toutes les forces ouvrières et républicaines pour faire barrage au danger fasciste ?

Et le meilleur moyen de réaliser cette union consiste d'abord à coter massivement au second tour pour les candidats communistes ou ceux qui bénéficient de leur désistement.

La chance véritable de la gauche tient aujourd'hui dans ce geste. Quelque soit le nombre des parlementaires communistes qui triompheront au second tour « Voter Utile » ne se conçoit autrement.

René BENHAMOU.



■ Et merci encore pour cette opposition constructive. ■

donne la leçon à son rédacteur et lui rappelle qu'en langage politique l'étiquette modérée recouvre la marchandise réactionnaire. La leçon en question aura pour mérite également de préciser que « l'aventure réactionnaire » qui trouble Claude Fuzier, doit être appelée par son nom : aventure fasciste.

Peut-on parler en ce cas de choix ? Et que racontait donc Guy Mollet à ses électeurs des faubourgs d'Arras ?

L'ANTICOMMUNISME DE GUY MOLLET

Certains travailleurs socialistes ont déjà fait part aux militants communistes de la crainte que leur inspire la « victoire » de l'U.N.R. Ils sentent confusément que cela ne traduit point un renforcement de l'esprit démocratique, mais une « poussée réactionnaire et fasciste » selon les termes du communiqué du Bureau politique du Parti Communiste Français.

En premier lieu se pose de toute évidence la responsabilité écrasante des dirigeants socialistes qui ont conduit le pays vers l'issue la plus réactionnaire ouverte depuis la Libération du pays: Que Guy Mollet ne vienne pas dire ensuite si nous n'empêchons pas les malheurs de s'abattre sur le pays : « Je n'avais pas voulu cela », car le Parti Communiste le mit en garde à maintes reprises et lui offrit toutes les possibilités d'orienter le pays dans une autre voie.

Nous avons rappelé dans ces colonnes comment l'anticommunisme forcené de la réaction, jour après jour, avait conduit à rejeter le Parti Communiste et les forces qu'il représente, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, hors de la direction des affaires du pays.

En juin 1947, Ramadier et Auriol écartent les ministres communistes du gouvernement. En novembre 1947, socialistes et R.P.F. se partagent la gestion des municipalités des plus grandes villes du pays. En juin 1951 des socialistes aux R.P.F. se concluent l'alliance monstrueuse des « apparentements ». En 1956, des socialistes aux Républicains sociaux (ex-R.P.F. et futurs U.N.R.) se scelle le Front républicain. Et une

munistes que dans les termes suivants : « Les cocos » ou encore les « bolchos ». Le journaliste italien de « Corriere della Siera », organe démocrate-chrétien s'en étonnait lui-même. Et c'est pourtant le langage qu'il tint à la tribune de son congrès.

Prenons acte de ce que René Naegelen reconnaît que ceux des électeurs communistes qui boudèrent le parti auquel ils avaient fait confiance partirent vers la droite. Il reconnaît ainsi que tout affaiblissement du Parti Communiste provoque une affaiblissement général de la gauche. La campagne du Parti socialiste pour le « oui » au référendum à la suite de ses onze années d'anticommunisme ininterrompu a orienté le corps électoral vers la droite. Et même le Parti socialiste ne retrouve point son compte de janvier 1956.

Claude Fuzier est bien mal venu après cela d'écrire : « Le Parti socialiste devient la force unique de la gauche française. »

ARRAS VAUT BIEN UNE MESSE

A la veille d'uscritin le secrétaire général de cette curieuse « force de la gauche » revenait sur le problème de la laïcité pour préciser sa pensée que cinquante et un journalistes auraient déformé à dessein. Et Guy Mollet d'écrire dans « Le Populaire » : « Notre conception de la laïcité s'appelle tolérance. » En quoi les laïques sont-ils intolérants ? Les laïques ne tolèrent point que la République laïque d'un pays profondément laïque accorde des subventions à l'école confessionnelle, tolère l'enseignement religieux dans ses propres écoles, ne veuille pas au recrutement de ses mères dans les milieux attachés à la laïcité.

Par contre la tolérance de Guy Mollet secrétaire général de la S. F. I. O. est un nappé ldu pied à Pfimlin, président du M.R.P. pour des « arguments » électoraux qui permettront du premier, ministre d'Etat de De Gaulle de collaborer à nouveau avec le second lui aussi ministre d'Etat du général !

L'opportunisme politique de Guy Mollet exige le reniement des idées de sa jeunesse. « Paris vaut bien une messe »

RADIO TÉLÉVISION

suite de la page 7

Allemagne de l'Ouest, Grande-Bretagne, Italie, etc...), opinions qui étaient confrontées au fur et à mesure avec celles des correspondants des radios de ces différents pays en France.

C'est ainsi qu'on a vu et entendu, entre autres, un journaliste américain qui a tenu à peu près ce langage : « Vous avez éliminé le Parti Communiste du Parlement, c'est vrai, mais il reste dans le pays comme une force importante, il reste dans les masses françaises. Il faut l'éliminer autrement qu'au Parlement et plus profondément que par le moyen d'une loi électorale ». Ce à quoi Claude Villedieu qui l'interviewait en présence de Jacques Donnot, répondait en substance : « Oui, je crois d'ailleurs que c'est le souci de nos principaux hommes politiques et qu'ils examinent cette question ».

Quelques minutes plus tard, le correspondant de la R.T.F. en Allemagne de l'Ouest, Paul Manguin, parlant de Cologne, exprimait le contentement régnant dans ce pays devant le recul communiste et précisait : « Ici, vous le savez, le Parti Communiste est interdit ».

POUR qui sait comprendre, ce n'est pas un fait du hasard si Donnot chargé de la responsabilité du journal télévisé depuis la venue au ministère de l'Information de Soustelle a fait diffuser de tels propos.

L'U.N.R. de Soustelle se prépare à porter de nouveaux coups aux forces ouvrières et démocratiques en frappant le Parti Communiste Français, comme le lui conseillent les gouvernants américains.

Voilà les « modérés », les loups cachés sous des peaux d'agneau qui espèrent dimanche emporter le consentement de Français dupés, trompés par la grande presse et la R.T.F. dite nationale pour des buts qu'ils réprouveraient s'ils les voyaient dans leur grave réalité.

Monne PRIGENT.

ALGERIE

Pour la Paix contre les ultras



Avec « l'aide civique » de l'Armée.

GRACIEUX, préfet d'Orléansville — dieu que tout est relatif ! — cumule cette fonction administrative avec un commandement militaire, celui de général parachutiste. Il peut ainsi mener la double mission que le général De Gaulle lui a confiée. Tantôt revêtu de son uniforme bariolé il guerrole — il pacifie, pardon ! — le massif de l'Ouarsenis. Tantôt chamarré et rutilant comme le préfet le plus ordinaire il « organise » les élections en Algérie.

A la vérité, Gracieux le préfet ou le général Gracieux symbolise assez bien la partie qui se joue actuellement en Algérie. D'une part une véritable parodie de consultation électorale, d'autre part des combats militaires qui atteignent une intensité encore inconnue.

La lecture de la presse d'information française et étrangère est assez éloquente à ce sujet. Bien que les journaux français se contentent de publier les seuls communiqués de l'état-major, il suffit de les examiner rapidement pour comprendre à quel point les combats peuvent être meurtriers.

« L'Humanité » du mardi 25 novembre rapporte les déclarations faites la veille par un porte-parole du général Salan selon lesquelles : 734 Algériens avaient été mis hors de combat entre le 17 et le 23 novembre. L'aviation a effectué 2.724 missions dont 574 d'appui-feu et 372 de protection.

L'ETAT-MAJOR annonce cependant que « les fellaghas refusent le combat » et se réfugient dans les montagnes. Si cela est exact comment expliquer qu'en six jours 130 Algériens aient été mis « hors de combat » quotidiennement ? Comment expliquer également que l'aviation soit obligée « d'appuyer » les opérations militaires — et par quels moyens ? — et de les protéger sinon que tout ne doit pas se passer aussi facilement que le commandement le prétend !

Et peut-on ne pas s'inquiéter de l'étrange silence qui entoure les pertes militaires françaises ? Seraient-elles même légères que rien ne pourrait justifier la recrudescence des combats militaires. Un seul soldat tué, c'est encore trop.

Les journalistes étrangers sont beaucoup moins discrets que leurs confrères français. C'est ainsi que l'on peut relever dans des journaux de langue anglaise des informations selon lesquelles de nombreux soldats français auraient été tués et blessés dans les départements d'Oran et d'Alger du 27 octobre au 1er novembre à la suite de plusieurs attaques ou embuscades près de Tlemcen, de Médéa et d'Orléansville.

L'ORSQUE l'on sait que les opérations militaires sont dirigées sur place par le général Massu en personne, il est permis

de douter de l'efficacité de la « pacification » ou plus exactement d'en mesurer la portée réelle.

La volonté qui anime l'état-major militaire est opposée en tout point à l'idée de « négociation avec ceux contre qui on se bat ». Les belles promesses de De Gaulle n'ont pas tardé à s'envoler. Les siennes et celles de ses supporters qui disaient au lendemain du 1er juin : « Attendez, vous allez voir, De Gaulle fera la paix ! ».

Quatre mois plus tard, le référendum avait lieu et l'on sait ce qu'il faut en penser, en Algérie surtout. Le référendum, oui, mais sur la paix, rien. Les mêmes disent encore à propos de la guerre d'Algérie : « Que voulez-vous qu'IL ait pu faire en quatre mois ? ». Depuis, deux nouveaux mois, jour après jour, gonflèrent le cortège de misère, de ruines et de deuils.

Et la paix en Algérie ? « L'essor de l'Algérie » annoncé dans le discours de Constantine, la « paix des braves » offerte aux combattants algériens, n'étaient-ce que des trucs électoraux dignes du politicien le plus roué d'un « Système » condamné irrévocablement par De Gaulle lui-même ?

Où est donc « la solution libérale et hardie » proche des conceptions socialistes « que, selon Guy Mollet, seul De Gaulle, avec son autorité, pouvait faire prévaloir » ?

D'E tout cela il ne reste qu'une vaste comédie électorale dont les ultras n'ont pas même la pudeur de cacher les décors. « Carrefour », l'hebdomadaire de Soustelle, florissant depuis que celui-ci dispose du portefeuille de l'Information, écrit dans son numéro du 19 novembre :

« Déjà les jeux sont faits dans trois circonscriptions sur dix-huit... Dans chacun de ces secteurs électoraux il n'y a en effet qu'une liste... ».

Et il poursuit :

« Grâce à ces listes uniques l'Algérie connaît par avance douze de ses futurs députés... ».

Pour les quinze circonscriptions restantes, quarante-cinq listes demeurent en présence, toutes animées par le même programme. Pour chaque siège il y a donc moins de trois candidatures. Sans doute est-ce le système électoral — celui de la liste unique — auquel songent les ultras d'Alger pour la

métropole. Et « Carrefour » d'ajouter : « Pour ces gens simples et droits (il parle des Algériens — M.D.) le député de l'Algérie, une fois pour toutes, c'est le général De Gaulle ».

L'A campagne électorale et les élections n'auront lieu que dans les grandes villes. A quatre jours du scrutin on ne prétendra pas que dans les vastes secteurs où se déroulent les combats rapportés plus haut, des élections normales auront lieu. Qui votera donc ? Que représenteront les 71 députés algériens dont douze sont d'ores et déjà connus ?

Ces élections inspirent d'autres remarques. Par exemple, au premier tour de scrutin, 3.900.000 électeurs communistes en France n'eurent qu'un député. Certes, au second tour, ils seront un peu mieux représentés mais bien loin du compte. Pour le même nombre « d'électeurs » ou à peu près, 71 députés algériens viendront prôner au Parlement l'intégration et « l'esprit » du 13 mai.

La V^e République a puisé sa pureté sur le Forum d'Alger et sa dureté dans les combats aux flancs des djebels. Les 71 députés algériens ultras en se joignant à l'U.N.R. de Soustelle et aux Indépendants de Pinay feront pencher plus encore la balance au Parlement en faveur de la droite réactionnaire et fasciste. Et, par les députés préfabriqués et interposés, les ultras d'Alger gouverneront la France.

Ainsi la guerre d'Algérie est grosse de la menace fasciste. Le Parti Communiste Français n'a cessé, contre vents et marées, de le dire et de le redire.

Pour que la guerre finisse au plus vite et que cessent les dépenses inutiles et coûteuses, les deuils et les larmes, il faut négocier avec ceux contre qui l'on se bat.

Pour que nos libertés démocratiques en France ne soient pas à la merci du « commando des 71 », il faut faire cesser la guerre en négociant.

Et, dans le moment présent, le meilleur moyen encore réside dans l'apport massif, dimanche 30 novembre, des suffrages des partisans de la paix en Algérie et de la démocratie sur les candidats communistes ou soutenus par eux.

Maurice DARMON.

L'attitude constante des socialistes

● 1947 : Partage des mairies avec le R.P.F.

La prétention de Guy Mollet à vouloir tenir la juste part entre la réaction et les communistes n'est pas nouvelle. Elle masque toujours la coalition, la complicité réelle des chefs socialistes avec les représentants de la grande bourgeoisie réactionnaire.

En 1947 déjà, au moment de la grande tentative du R.P.F. de De Gaulle, le Parti socialiste jouait la farce de la « Troisième Force ». Celle-ci devait être, selon le vœu de Léon Blum, une sorte de mi-position « entre le communisme et le fascisme, entre l'Amérique et l'U.R.S.S. ». Les élections d'octobre 1947 prouvaient bien vite ce qu'il en fallait penser.

« Les dirigeants socialistes préten-

dent s'ériger en « troisième force ». Mais, pour faire échec au gaullisme, ne faut-il pas réaliser l'unité de tous les travailleurs et de tous les républicains ? Ne faut-il pas les rassembler en une force unique dressée contre la réaction et la guerre impérialiste. La « troisième force » signifie en réalité la scission dans la classe ouvrière et l'aide à la réaction. »

Ces propos de Maurice Thorez venaient au lendemain des élections municipales de 1947, à la suite desquelles le R.P.F. et la S.F.I.O. devaient se partager les mairies, le Parti socialiste se refusant à toute union des forces de gauche.

Dans des dizaines de villes ouvrières, les socialistes livraient la municipalité à la réaction, soit avec l'appui de leurs voix, soit en maintenant leur candidat. Dans d'autres cas, c'était le candidat S.F.I.O., le

1947. — UN SOCIALISTE EST ELU MAIRE A :

	Com.	Soc.	Rad.	M.R.P.	R.P.F.	Divers Réaction.
ARLES	14	8		4	5	
LES MARTIGUES	12	6			9	
LA CIOTAT	11	12		4		
VILLEURBANNE	17	4		6	10	
GIVORS	10	4	4	4	4	
HIRSON	10	6			11	
CONCARNEAU	11	6			10	
AMIENS	13	2		7	8	
VIERZON	13	4			10	
GRAND-QUEVILLY	10	9	2			2

en gras les voix conjuguées pour élire le maire

plus souvent issu d'un faible groupe socialiste, qui était élu contre le maire communiste sortant. (Voir tableau.)

En de nombreuses autres communes, l'élection d'un réactionnaire était obtenue grâce à l'appoint des voix socialistes.

A TOULON, le maintien du candi-

dat socialiste permettait l'élection du maire R.P.F. (14 voix) contre 13 au communiste et 10 au socialiste.

A BRON (Rhône) : même procédé pour l'élection du maire R.P.F.-M.R.P. (12 voix) contre 11 au candidat com-

suite page 12

Le second tour

Au second tour, bien entendu, « s'unir sur le candidat national ayant remporté le plus de voix au premier tour, quelles que soient les tendances, les étiquettes... ou les préférences », développe « Le Figaro ».

Et d'encenser « l'attitude courageuse de M. Guy Mollet ». Ce n'est que service rendu, puisque dans « Le Populaire », Claude Fuzier ne craint pas d'écrire à son tour :

« Notre camarade Guy Mollet avait, il y a déjà plusieurs mois, souligné la nécessité de l'existence d'une grande formation de la droite française équivalant aux partis conservateurs ou démocrates-chrétiens des autres démocraties occidentales. »

Voilà qui rive définitivement le clou à tout socialiste qui aurait pu penser que son secrétaire général souhaiterait surtout une grande formation de gauche. Mais la plume de Claude Fuzier n'a pas dévié.

C'est bien au-delà des élections elles-mêmes que les moins discrets avouent prolonger leur regard. Ainsi, Bony-Lazurick cherche, dans « L'Aurore », qui présidera le prochain gouvernement :

« Un membre de l'U.N.R., en bonne logique démocratique, répond-il, mais peu importe, car S.F.I.O., indépendants, M.R.P., U.N.R. doivent être associés les uns comme les autres aux responsabilités du pouvoir... »

Bony ne dit pas pour quelle politique. M. Soustelle s'alignera-t-il soudain sur un objectif de négociation ou n'est-ce pas plutôt que Guy Mollet est peu suspect de vouloir gêner ses amis de l'U.N.R. ?

LES chiffres, dans le département de la Seine, par exemple, montrent les candidats socialistes dans de telles positions que leur maintien permettrait à la réaction de se regrouper pour battre le candidat républicain le mieux placé : le communiste.

Dans ce département, les Indépendants se sont empressés de faire savoir qu'ils étaient prêts...

« dans un esprit de stricte discipline, à retirer leurs candidats en faveur du candidat national le mieux placé, à la seule condition que la réciprocité soit observée. »

L'anticommunisme reste, dans l'ensemble, le dénominateur commun, du parti socialiste à l'U.N.R. La formation de Soustelle annonce qu'elle maintiendra ses candidats partout sauf, bien entendu, « en cas de danger communiste ».

On s'en doutait.

Mais ce que ne dit pas Soustelle, c'est que bien souvent l'U.N.R. n'a pas présenté de candidat là où un dirigeant socialiste en vue risquait d'être gêné au second tour. Ainsi Guy Mollet n'ayant pas de candidat soustélien en face de lui, évite un désistement gênant — et devient le porte-drapeau de l'anticommunisme.

L'indépendant Lecup (5.500 voix) se retirera-t-il devant le maire d'Arras pour lequel les voix d'un des candidats de cette droite « la plus bête » ne sont pas à dédaigner ?

BIEN entendu, cela ne va pas tout seul et les « Indépendants » traitent volontiers les U.N.R. « d'ingrats ». On était bien contre le « système », mais une petite place dans l'Assemblée serait la bienvenue.

En vain, quelquefois on a tenté de s'entendre pour empêcher l'élection triangulaire qui rendrait menaçant le candidat communiste en tête au premier tour. Les appétits ne s'évanouissent pas comme cela...

Il faut bien dire que la tactique élaire décidée par le Parti Communiste Français a désorienté bon nombre des candidats socialistes qui portent une lourde responsabilité dans les événements actuels.

Les communistes ont annoncé sans équivoque qu'ils se refuseraient « à donner aucune prime, aucune récom-

pense à ceux qui s'emploient à diviser la classe ouvrière et les forces républicaines par l'anticommunisme et qui se complaisent dans leur rôle d'allié de la réaction ».

Cependant, certains candidats SFIO ne font pas la fine bouche, tel Albert Gazier qui, pour battre le candidat communiste Barbe, en tête au premier tour, a souhaité le désistement M.R.P.

« A l'avant-garde de la Ve République », d'autres se disent prêts à se retirer pour permettre de battre le candidat communiste. Au nom de la lutte sur deux fronts bien entendu. C'est le cas :

■ **A Montreuil-Rosny**, où le socialiste Frenay, se désistant, permettrait à l'U.N.R. de battre Jacques Duclos (40,3 % des suffrages au premier tour).

■ **A Bagnolet-Pantin**, sous le prétexte de la lutte sur deux fronts, le socialiste Jaquet, en ne se désistant pas pour le communiste, risque de faire le jeu du policier Dides.

■ **Dans la Marne**, où le M.R.P. Schneiter espère bénéficier du retrait de Chappaz (S.F.I.O.).

La Fédération du Nord du Parti Communiste avait fait connaître son intention de désistement en faveur de

Rachel Lempereur, candidate S.F.I.O. Celle-ci — qui, par ailleurs, a eu ces derniers mois une attitude de défense républicaine — s'est empressée de se rallier publiquement à ceux qui ont favorisé l'avènement du régime autoritaire.

Logique de l'anticommunisme : Rachel Lempereur prend la responsabilité de risquer de faire élire ainsi le candidat de Soustelle, l'U.N.R. Duterne. « Dans ces conditions, la Fédération du Nord du Parti Communiste Français a maintenu la candidature d'Ali Landréa au second tour. Elle appelle tous les républicains à faire bloc sur le nom de Landréa qui reste désormais le seul candidat valable de défense républicaine dans la 2^e circonscription ».

On a les voix que l'on mérite...

De son côté le Parti Communiste Français est fidèle à sa volonté de soutenir au second tour les candidats qui ayant eu ces derniers mois une attitude républicaine seraient les mieux placés pour battre la réaction. Ce candidat est dans l'immense majorité des cas celui du Parti Communiste. Il s'agit d'autres fois d'un socialiste S.F.I.O. ou autonome, d'un radical, etc...

En voici quelques exemples :

NORD. — Pour battre le fasciste Delbecque, le communiste Landrieu se désiste à titre exceptionnel pour Lusiez (S.F.I.O.).

— Fossier (communiste) se désiste pour Notebart (S.F.I.O.), qui a voté contre l'investiture de De Gaulle, pour battre Brice (U.N.R.).

— Face à Paul Reynaud, Michel (communiste) se désiste pour Darou, député socialiste sortant, qui vota contre De Gaulle.

GERS. — Burens (S.F.I.O.), opposé à l'investiture de De Gaulle et qui mena campagne pour le non, bénéficiera du désistement de Mothe (communiste) contre un « moricien ».

TARN-ET-GARONNE. — Désistement du candidat communiste Vié en faveur de Baylet (radical), partisan du non et à Montauban, désistement de Juge (communiste) au profit de Laplace (radical), qui a eu les mêmes positions que Baylet.

PAS-DE-CALAIS. — Désistement de Bardol (communiste) en faveur de Henneguelle (S.F.I.O.), qui a voté non et de Dumont pour Flamant, récemment exclu de la S.F.I.O. par Guy Mollet.

COTES-DU-NORD. — La Fédération du parti socialiste autonome a appelé les républicains à « l'union de toute la gauche sans exclusive autour du candidat arrivé en tête au premier tour », seule solution qui « peut permettre d'écartier le danger d'une Chambre introuvable où seule aurait la parole la réaction capitaliste et colonialiste ».

Dans ce département, Antoine Mazier (socialiste autonome), arrivé en tête, bénéficiera du désistement de Prigent, communiste. Les candidats communistes sont en tête dans les trois autres circonscriptions.

HAUTE-SAVOIE. — Après accord entre les fédérations socialiste et communiste, deux désistements sont décidés. Celui du candidat communiste Vittoz, en faveur de Brifford (S.F.I.O.). Celui du socialiste Desson au profit de Vallat (communiste).

Le Parti Communiste a fait tout ce qui était en son pouvoir, dans l'esprit antifasciste qui l'anime, pour faire échec aux hommes du 13 mai et à leurs complices sous quelque étiquette qu'ils soient.

Jean MEUNIER.

LES ÉLUS DU R. P. F.

« L'Etincelle », bulletin intérieur du R.P.F., ne se sent plus de joie. Nous sommes au lendemain des élections municipales de 1947.

R.P.F. et Socialistes se sont partagé les sièges de maires. Et dans son enthousiasme délirant, l'organe R.P.F. classe les nouveaux maires socialistes sous la rubrique : « Les élus du R.P.F. ».

Savoureux, n'est-ce pas ? Et un petit peu d'actualité...

L'attitude constante des socialistes

suite de la page 11. →

mun communiste-radical, le socialiste (2 voix) se maintenant.

A BREST : maire R.P.F. élu grâce aux socialistes.

A GRENOBLE, Bailly devient maire R.P.F., élu par 14 voix contre 13, grâce au maintien SFIO.

A MARSEILLE, Carlini, candidat R.P.F., est élu par 25 voix contre le candidat communiste, Jean Cristofol, maire sortant (24 voix). Gaston Deferre, avec 14 voix, faisait le jeu du R.P.F.

Ce qui n'empêchait pas *Le Populaire* d'écrire, quelques heures plus tard :

«...Ceux-là mêmes qui nous reprochaient d'accuser le général De Gaulle de visées personnelles, ceux qui ont haussé les épaules lorsque nous avons vu dans le R.P.F. l'héritier des ligues fascistes d'avant-guerre sont maintenant fixés. »

On était en effet fixé...

● 1951 : Apparetements avec la réaction

Les élections législatives de juin 1951 devaient permettre, sous le signe

des apparetements, de frustrer la classe ouvrière d'un nombre important de ses élus. Les socialistes purent, une nouvelle fois, grâce à ce scrutin, livrer un nombre imposant de sièges à la réaction.

Pour l'essentiel, les apparetements se réalisèrent entre la S.F.I.O., le M.R.P. et le R.G.R. Ils permirent à la réaction de remporter, grâce aux voix socialistes, de nombreux sièges volés aux communistes. Ainsi :

Dans l'AIN

Les 11.000 voix socialistes permettaient l'élection, au détriment de 2 communistes, d'un indépendant et d'un R.G.R., qui n'aurait pas été élus à la proportionnelle. La S.F.I.O. n'avait pas de député.

Dans l'HERAULT

Pour éliminer le candidat communiste, Jules Moch (S.F.I.O.) offrait un siège au M.R.P.

Dans le TARN

Pour la même raison, le « laïque » Deixonne (S.F.I.O.) faisait élire un M.R.P.

Dans le Territoire de BELFORT

Les voix socialistes « apparettées » faisaient élire un M.R.P. à la place d'un progressiste.

Pour tout le pays, la comparaison entre la répartition des sièges et celui des suffrages se présentait ainsi :

PARTIS	SIÈGES	% élus	% voix
P. C. F.	97	17,8	26,5
S. F. I. O.	94	17,2	14,5
R. G. R.	83	15,2	11,5
M. R. P.	83	15,2	12,3
INDEPENDANTS ..	81	14,8	13,1
R. P. F.	106	19,4	21,7

La réaction ne s'y trompait pas et, par la voix de Roger Duchet (hé oui ! le même !), adressait aux socialistes cet éloge empoisonné :

« Les socialistes ont eu le courage de faire une campagne violente axée contre le Parti Communiste. Leur collaboration est souhaitable au sein d'un gouvernement d'union, mais ils ne représentent qu'une partie de l'opinion. La 4^e force (sic) doit être l'axe de la future majorité... Je souhaite que les gaulistes ne fassent pas preuve d'intransigeance et qu'ils acceptent de collaborer à un gouvernement de large union. »

Déjà en 1951 !...

Le Parti Communiste n'est pas une force d'appoint

« Numéro 100... Cet anniversaire survient dans un temps de combat. Ma foi, la Nouvelle Critique a été créée pour la lutte ! »

C'est ainsi que Jean Kanapa commence la présentation de ce numéro de la « revue du marxisme militant » au riche sommaire.

Nous publions aujourd'hui des extraits de l'article « Organiser la compréhension », de Jacques Arnault, rédacteur en chef adjoint de la revue, qui résume dans sa conclusion cette absolue nécessité en écrivant :

« On l'a dit, rien n'est réglé par le plébiscite. Les contradictions provisoirement surmontées ne tarderont pas à resurgir : les antagonismes de classes, la loi du profit maximum, l'aspiration des peuples coloniaux à l'indépendance ne sont pas des « inventions des communistes ». L'existence de ces contradictions ne saurait cependant suffire en elle-même à mettre en branle le mouvement de masse qui doit animer l'ensemble du peuple français s'il veut surmonter les obstacles importants qui viennent d'être placés sur la voie de sa libre détermination. Il faut y ajouter la conscience. C'est-à-dire rendre sensible le mouvement réel, expliquer aux masses les raisons de leur propre comportement, éclairer leur expérience. »

Il est de fait que les représentants des classes moyennes et d'une fraction de la bourgeoisie, qui semblaient se laisser porter par le mouvement unitaire des masses dans les derniers mois ; qui, sur le plan parlementaire, en arri-

vaient à envisager la possibilité d'une solution négociée du problème algérien ; qui avaient successivement écarté les tenants les plus acharnés de la guerre d'Algérie (Bidault, Soustelle, André Morice, Lacoste) ; qui, jusqu'au 28 mai, avaient fait mine de vouloir résister aux forces antidémocratiques, virèrent de bord précisément au moment où l'unité des forces républicaines, concrétisée dans la manifestation du 28 mai, était en train de prendre corps et de préfigurer une issue. Qui peut douter un seul instant que si le gouvernement, le 29 mai, avait distribué des armes aux républicains le complot n'eût été brisé sur l'heure ? Ces couches sociales ne l'ont pas voulu. Bien mieux, Pflimlin remettait sa démission au moment même où il venait d'obtenir 420 voix — plus précisément, parce qu'il venait d'obtenir ces 420 voix. Pourquoi ce revirement ?

Inquiétudes du grand capital

L'essentiel est que les forces du grand capital, inquiètes des progrès du mouvement ouvrier en France, de son enracinement politique dans la vie nationale, de l'essor général du mouvement progressiste dans le monde entier, des prémices de crise économique et de l'effondrement du système colonial, sont déterminées à ne pas laisser se créer une situation parlementaire, et dans les masses, qui faciliterait un changement d'orientation politique.

Les représentants politiques ébranlés doivent donc se soumettre ou se démettre. Pour l'heure, ces représentants ont été renvoyés ; leur réélection est surveillée ; la Constitution nouvelle a prévu une multitude de cloisonnements pour morceler et affaiblir toute expression fidèle de la volonté populaire, au besoin pour la tenir pour nulle.

C'est que nous ne sommes plus en 1934 mais en 1958... En 1934, aux yeux des masses elles-mêmes, les communistes n'étaient qu'une force d'appoint ; la bourgeoisie libérale et le courant réformiste apparaissaient comme la force dirigeante du mouvement. C'est au compte de ces forces que les masses devaient mettre, dans une mesure importante, les progrès accomplis. En 1958, la bourgeoisie craint qu'il en soit autrement.

Par la force des choses, en raison même du poids acquis par la classe ouvrière organisée dans la nation, les communistes, au sein d'un front des républicains, risquent d'apparaître rapidement aux yeux des masses, comme ils apparaissent déjà aux yeux du plus grand nombre des républicains du 13 au 28 mai, comme la composante essentielle, la force dirigeante du mouvement.

De là l'extrême hésitation des libéraux à laisser se développer le mouvement des masses. C'est en raison même du succès de la manifestation parisienne du 28 mai, et parce que le baroud d'honneur que devait être cette manifestation dans l'esprit de certains organisateurs se transformait en promesse d'avenir, que Pflimlin d'un côté, Mollet, le président Coty et De Gaulle de l'autre s'accordèrent pour précipiter les choses, afin d'en finir au plus vite.

Hésitations petites-bourgeoises

Cette donnée (l'hésitation devant l'alliance, en raison même du poids et de l'expérience politique du Parti Communiste) est parfaitement perçue, par exemple, par Claude Bourdet, qui avança, à multiples reprises, cette idée que la présence de 50 députés communistes au Parlement, au lieu de 150, rendrait plus facile la réalisation de cette unité qu'il dit appeler de ses vœux.

De là cette « théorie » d'après laquelle l'affaiblissement du Parti Communiste serait bénéfique pour la démocratie. Théorie qui rejoint, on en conviendra, les vœux du grand capital qui vise, lui aussi, à affaiblir le Parti Communiste, mais pour affaiblir toute la gauche — et la démocratie.

La première donnée objective qui explique la non-réalisation de l'unité en 1958 est donc que, si une partie de la bourgeoisie est inquiète devant les emprises du capital monopoliste, cette bourgeoisie reste la bourgeoisie ; elle craint, du même coup, qu'une alliance avec la classe ouvrière ne conduise au-delà des limites qu'elle désire se fixer pour la sauvegarde de ses profits.

A quoi s'ajoute que l'impérialisme dominant, l'impérialisme américain, ne veut pas de cette alliance, et qu'il détient des gages suffisants pour imposer son point de vue.

Il n'y a pas d'autre explication aux tergiversations de certains dirigeants socialistes et républicains devant le « contrat démocratique » proposé par le Comité National Universitaire. En effet, un accord entre divers courants idéologiques (courants communiste, socialiste, libéral), sur une même base sociale, sans antagonismes importants (des fonctionnaires, et, qui plus est, des fonctionnaires d'une catégorie particulière : des membres de l'Université) est une chose ; mais c'est une tout autre chose qu'un accord entre classes sociales antagonistes (prolétariat, classes moyennes, fraction même de la bourgeoisie).

Disons, pour concrétiser, que l'établissement d'un programme commun entre des professeurs de l'Université est un fait important, mais que c'est un événement d'une autre nature que l'acceptation d'un même programme par les représentants du Parti Communiste, du parti socialiste et du parti radical. Il s'agit, en ce cas, de l'acceptation d'un contrat entre des représentants qualifiés de classes dont les intérêts sont, pour une part, communs (face à la bourgeoisie monopoliste) et, pour une part, divergents (contradiction entre le capital et le travail).

Dans le premier cas, il s'agit d'un pas utile, d'un exemple à suivre dans d'innombrables directions ; dans le second, il s'agit d'un événement fondamental de la vie nationale ; non d'un événement prometteur, mais d'un événement décisif dont les répercussions vont loin.

Ceux qui penseraient que, parce que le premier accord fut scellé, il était possible — simplement en s'y prenant mieux — de sceller le second, tiendraient pour nul le mouvement social réel. Le caractère fondamental du second laisse loin derrière toutes considérations subjectives de préséance, d'adresse ou de maladresse, d'humeur ou d'amabilité des interlocuteurs, de « garanties » demandées et accordées. Ce n'est pas le manque de « confiance » dans les communistes qui fut ou est l'obstacle véritable.

Les dirigeants socialistes ou libéraux sont parfaitement fixés sur ce point ; ils savent que les communistes soutiendront un programme à la rédaction même duquel ils n'auront point été in-

vités à participer, si ce programme marque un progrès, un pas en avant par rapport à la situation antérieure.

Ce ne sont pas les voix communistes qui ont manqué pour l'application du programme du Front républicain, après le 2 janvier 1956, ce sont les auteurs du programme qui, de leur propre décision, l'abandonnèrent, parce qu'il fallait compter, et qu'ils savaient précisément pouvoir compter sur le soutien des voix communistes pour l'appliquer.

Seul, le mouvement des masses

C'est sur une tout autre base que celle de la « confiance » que peuvent s'établir de tels compromis. Un marxiste pourrait-il oublier un seul instant que, par principe, la bourgeoisie n'aura jamais confiance dans une classe ouvrière organisée et puissante, c'est-à-dire dirigée par un Parti Communiste de type léniniste ? Inversement, la classe ouvrière n'est-elle pas payée, par toute son expérience, pour savoir qu'on ne peut jamais faire confiance à la bourgeoisie ? Contester ce fait serait nier tout simplement la réalité de la lutte des classes.

C'est le mouvement des masses qui, seul, peut contraindre à la signature d'un accord du type du « contrat démocratique ». Un tel accord ne peut donc, en dernière analyse, qu'enregistrer un rapport de forces. Il a d'ailleurs pour but de fixer les limites que certains des partenaires ne veulent pas dépasser, bien plus que des objectifs. A notre époque, si le mouvement des masses veut triompher de résistances accrues, il devra, par conséquent, atteindre une ampleur jamais égalée.

Georges ARNAULT.

Les sous-titres sont de la rédaction de « France Nouvelle ».



En 1934, aux yeux de beaucoup les communistes n'étaient encore qu'une force d'appoint...



... En 1958, la force dirigeante du mouvement.

REVUE DE LA PRESSE DÉMOCRATIQUE

TITRES CLAIRS

DES MILLIARDS QUI VOUS INTERESSENT

Quels sont ces milliards ? Ceux des prestations réparties par les Caisses d'Allocations familiales. Dans son numéro du 29 novembre, l'hebdomadaire féminin publie une enquête sur ce thème. Françoise Cartier, l'auteur, a aussi interrogé M. Lebel, directeur de l'Union nationale des Caisses d'Allocations familiales, qui lui a déclaré à propos de la revendication de l'Union des Femmes Françaises, concernant l'augmentation des prestations :

Cette augmentation de 20 % des prestations familiales est réalisable immédiatement. Elle correspondrait, en effet, aux recettes encaissées par l'ensemble des caisses et non redistribuées aux allocataires.

Dès à présent, on prévoit qu'en 1958 nous encaisserons 100 milliards de plus que nous ne dépenserons. Depuis cinq ou six ans, les caisses d'allocations familiales ont encaissé environ 280 milliards qu'elles n'ont pas redistribués sous forme d'allocations familiales.

La Caisse nationale de Sécurité sociale, déficitaire, a absorbé cet excédent.

Et l'hebdomadaire poursuit : Jusqu'ici, les arguments invoqués par les pouvoirs publics pour s'opposer à l'augmentation de 20 % des allocations familiales ont été les suivants :

— Déficit de la Sécurité sociale ;

— Manque d'argent pour accorder aux fonctionnaires et aux salariés de l'agriculture la même augmentation de 20 %.

Or, en 1958, pour le premier semestre, l'ensemble de la Sécurité sociale dispose de 33 milliards d'excédents.

De même, les Caisses agricoles sont aussi excédentaires de 8 milliards.

Précisons aussi que le déficit de la Sécurité sociale est dû en grande partie au fait que nombre d'entreprises ne paient pas leurs cotisations et doivent des milliards.

Le Combat pour la Paix

POURQUOI FAUT-IL CESSER LES EXPERIENCES D'ARMES NUCLEAIRES ?

L'organe du Conseil national du Mouvement de la Paix, dans son numéro de décembre (n° 118), publie les réponses de Jean Rostand, Philippe L'Héritier et Michel Magat à cette question.

◆ LE BIOLOGISTE JEAN ROSTAND déclare entre autres :

Les expériences nucléaires ne mettent pas encore en danger l'existence du genre humain ; mais il est indéniable que, d'ores et déjà, du seul fait qu'elles accroissent la radioactivité de l'atmosphère, de l'eau, de la terre, de la nourriture, elles sont responsables d'un bon nombre de leucémies, et surtout de mutations, c'est-à-dire de varia-

suite page 14

LA BOURSE ET LA « NOUVELLE DROITE »

À la proclamation de chaque scrutin, les valeurs de la Bourse réagissent en hausse ou en baisse et marquent ainsi les décalages financiers et spéculatifs qui définissent, parfois mieux que les spécialistes des élections, l'attitude des capitalistes devant des probables nouvelles majorités gouvernementales.

Cette fois, il y a deux tours. Le premier, s'il a provoqué des plus-values confortables sur les titres pétroliers et les valeurs nord-africaines — ce qui est déjà en soi une indication — n'a pas pour autant suscité des remous boursiers, car les milieux financiers ont hésité à s'engager avant de connaître le sens des désistements entre gens de la famille.

Le journal Les Echos, notant les réactions de la Bourse, après le premier tour, écrit :

« Les cercles bancaires qui connaissent bien la politique traditionnelle des modérés estiment tout ignorer des conceptions de la « nouvelle droite » quant aux choix entre la déflation et l'inflation, l'équilibre budgétaire ou l'expansion par l'investissement. La tendance du marché n'apparaît donc pas nettement avant que soit connue cette grande option. »

Les financiers ne sont pas si naïfs au point de risquer leurs titres sur les « modérés » représentés par Pinay et la « nouvelle droite », représenté par l'U.N.R. de Soustelle. Quoi qu'il en soit avec les uns et les autres ça marche bien dans les affaires du pétrole et celles d'Afrique du Nord.

Tous les électeurs ne disposent pas d'étalons de mesure aussi sûrs, que les titres boursiers, et encore moins de talons de chèques. Mais ils ont des talons solides pour les planter sur pas mal de dernières. Il leur suffira de voter utile, c'est-à-dire de voter communiste. C'est une grande option qui s'impose à tous ceux qui ne sont pas des financiers et des spéculateurs de la Bourse.

L'ÉVANGILE SAHARIEN

Le Journal officiel du 23 novembre a publié trois ordonnances relatives à l'exploitation du pétrole dans les régions sahariennes, plus communément appelées « code pétrolier du Sahara ».

La presse américaine ne cache pas sa satisfaction et le New York Times, chante cet hymne en l'honneur des textes promulgués :

« Ce qui était nécessaire, c'était une définition précise des conditions dans lesquelles la recherche pétrolière pouvait être poursuivie. C'est maintenant fait. Le Sahara peut devenir une grande source de richesse, non seulement pour la France, mais pour les alliés et les associés des Français au sein du monde libre. »

En somme, le « code pétrolier », c'est l'évangile saharien selon saint Nelson (Rockefeller évidemment).

LE BRAIN-TRUST DE L'U.N.R.

Voici quelques perles tirées d'un long article du journal de l'ex-R.P.F., Paris-press sur le brain-trust de l'U.N.R. :

« 3.603.958 Français ont voté U.N.R. S'il y en avait eu simplement 278.247 de plus, le Parti Communiste aurait perdu pour la première fois sa place de premier parti de France. »

Comme dirait l'autre, si ta grand-mère avait deux roues, elle serait une bicyclette.

Paris-press n'a d'autre souci que d'aider ses amis pour le second tour du scrutin. Il ne dit pas que si en 1951, le R.P.F. avait enregistré 21,56 pour cent des suffrages, aujourd'hui son héritier putatif l'U.N.R. n'en recueille que 17,6 pour cent. Et ceci en recourant partout des voix poujadistes, en mordant sur des radicaux gaullisants, sur des M.R.P. gaullisants, notamment en Alsace et en Bretagne.

DES HOMMES AUSSI ANCIENS QUE LE R.P.F.

D'ailleurs l'U.N.R. est politiquement dirigée par quatre anciens du R.P.F. : Jacques Soustelle, ex-secrétaire général, Edmond Richet, venu du M.R.P. et gaulliste militant, Jacques Chaban-Delmas, « homme politique de métier », dit Paris-press. Il a pris une part importante, de l'intérieur du système, au retour du général De Gaulle. »

En somme un spécialiste de la subversion intérieure. Enfin, M-

CAMPING COQUILLIÈRE
39, r. Coquillière, PARIS 1^{er} CEN. 04.09
Remise 10 % Toutes Marques
PUTEAUX CAMPING
73, rue J. Jaurès, PUTEAUX LON. 29.74
FABRICANTS

chel Debré, sénateur R.P.F., et conseiller politique de De Gaulle. Et quels sont les autres dirigeants de l'U.N.R. ? Léon Debecque, qui avait adhéré au R.P.F. dès sa fondation, l'âme damnée du 13 mai d'Alger. « Il s'occupait beaucoup de l'action psychologique, avant de se consacrer presque exclusivement à l'affaire algérienne », dit benoîtement Paris-press qui explique les raisons de sa candidature dans le Nord :

« Comme il travaillait dans le Nord où il occupait d'assez hautes fonctions dans une importante usine de textile, il est rapidement devenu le secrétaire de sa fédération. »

Et voici Jacques Veysière, présenté comme « l'aile ouvrière de l'U.N.R. ». Il est secrétaire général du syndicat des cadres supérieurs des services d'exécution des P.I.T.

Le financier du groupe est Albin Chalandon, inspecteur des finances, aujourd'hui directeur général de la Banque de Paris et ancien R.P.F.

PAS DE PROGRAMME

« Ce ne sont pas des « hommes nouveaux », précise Paris-press, mais une entreprise nouvelle ne peut réussir en politique que si elle est animée par des hommes d'expérience. Le programme de l'U.N.R., comme tous les programmes de parti, comporte autant de chapitres qu'il y a de problèmes et autant de solutions qu'il y a de chapitres. C'est plutôt une déclaration d'intentions. »

Autrement dit pas de programme précis, mais la réaction chauvine et autant de promesses démagogiques, pour reprendre la Paris-press, qu'il y a d'ambitions belle formule du journaliste de politiques. Ce brain-trust aime faire joujou avec le pouvoir, au point de casser la République, les uns complotant à l'intérieur du « système », les autres faisant jouer l'action psychologique et les paras d'Alger.



Sans commentaires.

RAYNAUD : « La nouvelle Chambre ne sera pas réactionnaire. »



C'est pas étonnant avec les hommes nouveaux et évolués que nous sommes !...

LEUR CUISINE



Un peu de variété dans la sauce, mais c'est le même plat.



BERGOUGNAN réduit aussi la semaine de travail.

Houla! (HOUP), ça fait mal !...



Buvons! Quant à elle, elle « trinquera » !...



Opérations, arrestations, perquisitions, et scrutin terminé sans ballotage, commissaire !...